



Gouvernement
du Canada

Government
of Canada

Canada



Page d'accueil > Ressources > Salle des nouvelles > Communiqués

Ressources

Salle des nouvelles

Communiqués

2008 | 2007 | 2006 | 2005 | 2004 | 2003 | 2002 | 2001 | 2000

19/06/2002

La Commission se réjouit des modifications proposées à la Loi sur les Indiens et visant les droits de la personne

Ottawa, le 19 juin 2002 – La Commission canadienne des droits de la personne accueille favorablement l'extension projetée aux Premières nations du Canada des garanties accordées en matière de protection des droits de la personne aux termes de la Loi canadienne sur les droits de la personne (LCDP).

« Cela fait longtemps que cette modification aurait dû être apportée à la Loi sur les Indiens », a déclaré Anne Adams, présidente par intérim de la Commission. « Les membres des Premières nations du Canada ont le droit au même titre que les autres citoyens de bénéficier de la protection pleine et entière de la loi. » Elle a ajouté que « la Commission demande ces changements depuis des années. »

En vertu de l'article 67 de la LCDP, la Commission n'a pu offrir réparation à plusieurs membres des Premières nations au fil des ans.

La semaine dernière, le gouvernement fédéral a proposé des modifications à la Loi sur les Indiens, incluant l'abrogation de la clause exonérant celle-ci de l'application de la législation fédérale portant sur les droits de la personne. Dans sa formulation actuelle, la LCDP est sans effet sur la Loi sur les Indiens, c'est-à-dire que beaucoup de plaintes faisant état de refus présumés de services ou d'emploi au sein des réserves des Premières nations ne peuvent faire l'objet d'une enquête par la Commission.

Dernière mise à jour : 2004-02-27

